



27 Boulevard Saint-Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
E'mail : communistes@sitecommunistes.org

03/07/2023

Rapport du Bureau National du 01 juillet 2023

1. Situation économique, sociale et politique

Depuis plus d'un an des luttes, sous divers formes grèves, manifestations, débrayages n'ont pas cessé, elles se sont étendues à des entreprises qui n'avaient jamais fait grève. Les salariés de nombreux secteurs professionnels luttent pour obtenir des augmentations de salaires pour la condition de travail et pour des embauches. *Le Résumé des questions économiques et sociales* en fait toutes les semaines un recensement exhaustif et une analyse politique qui fournit aux militants des arguments. Avec les grèves reconductibles des raffineries de TotalEnergie et d'Esso-ExxonMobil, les luttes ont franchi un nouveau cap.

Avec l'inflation galopante l'augmentation générale des salaires est le mot d'ordre de toutes les luttes. Les journées de mobilisation interprofessionnelles des 29 septembre et du 18 octobre ont réunis plusieurs centaines de milliers de travailleurs – le 29, 250 000 manifestants et un million de grévistes, 300 000 le 18- pour réclamer des augmentations de salaires à hauteur de l'inflation, la retraite à 60 ans, en ajoutant le 18 la défense du droit de grève. Des millions de salariés soutiennent leur action, selon un sondage Elabe, 42% approuvent les grèves des raffineries 40% le désapprouve.

Sans reprendre les analyses que nous en avons faites sur notre site (cf. hebdo n° 788, 790, 791), je voudrais en signaler quelques aspects.

2. Ce qu'a montré ces mobilisations :

* Le blocage de la production et la grève reconductible fait perdre des millions d'euros chaque jour aux patrons. Bloquer l'économie par des grèves reconductibles pour toucher aux profits des entreprises capitalistes c'est ce que craint le gouvernement et le Medef, Roux de Bézieux, appelle à « passer aux réquisitions, le droit de grève a des limites. On est dans un cas qui crée une telle perturbation que la réquisition est normale. Si on fait encore une semaine avec ce type de pénurie d'essence, ça risque vraiment d'avoir un impact sur l'économie, c'est une situation inacceptable, dangereuse pour l'économie ». E. Borne s'exécute et annonce « la réquisition *des personnels indispensables au fonctionnement des dépôts* » en évoquant le « trouble à l'ordre public », tout comme l'avait Sarkozy lors des grèves de 2010 contre la réforme des retraites. La réquisition avait été jugée comme portant « une atteinte grave et manifestement illégale au droit de grève » par le juge du tribunal administratif de Melun.

* La revendication de l'indexation des salaires sur l'inflation devient, à l'instar des raffineurs en grèves, une revendication primordiale dans les luttes. La CGT Fonction Publique réclame au ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Guerini, une indexation automatique du point d'indice sur l'inflation.

Poser la question de l'indexation, c'est poser la question de qui doit payer l'inflation : Indexer les salaires c'est faire payer les entreprises, ne pas les indexer c'est faire payer les salariés.

* E. Borne et B. Le Maire, ont répété à plusieurs reprises que « toutes les entreprises qui le peuvent doivent augmenter les salaires ». BP, Shell, Total, Esso ExxonMobil réalisent un profit cumulé de 2600 \$ par seconde. TotalEnergies augmente son directeur général, P. Pouyanné, de 52 % en 2021 sa rémunération annuel est de 5 944 129 € soit 300 années de Smic... Pour obtenir une revalorisation de 10%, le dégel des embauches, l'embauches des précaires en CDI et des investissements, les salariés n'ont qu'une solution la grève reconductible et la mise en arrêt des raffineries. Les responsables de la pénurie des carburants ce sont les dirigeants d'Esso et de Total, pas les salariés qui lutte pour vivre dignement.

3. Pour les capitalistes l'abondance, pour les travailleurs, les jeunes, les retraités la sobriété.

Les rémunérations des PDG des entreprises du Cac 40 ont été augmentées en moyenne de 51,2% entre 2020 et 2021, et dépassent bien souvent 10 millions d'euros. Bernard Charlès, le *directeur général de Dassault Systèmes*, figure en tête du classement avec **44 millions d'euros**, Daniel Julien de Téléperformance **19,6 millions**, Carlos Tavares, de Stellantis, émerge à plus de **19 millions d'euros**.

Si les patrons du CAC40 sont extrêmement bien lotis et munis de suffisamment de millions d'euros pour faire face à la crise et l'inflation, en revanche, les augmentations de salaires des salariés ont été comprises entre 2,5 et 3%, bien en dessous de l'inflation : qui indiquent une perte de pouvoir d'achat pour les salariés. 55% des salariés français gagnent moins que 1,5 fois le Smic

Dans une enquête publiée par le Secours populaire, en septembre ; 38 % des Français estiment qu'ils ont déjà connu une situation de pauvreté. Le contexte de hausse des prix a amplifié leurs difficultés. 38 % des personnes interrogées estiment avoir déjà connu une situation de pauvreté. Ce taux s'élève à 54 % chez les ouvriers ; 37 % ne peuvent pas consommer des fruits et des légumes frais tous les jours ; 45 % ont des difficultés à payer leurs frais de transport (essence, abonnements train ou métro) et 41 % leurs dépenses d'énergie (électricité, chauffage). 54 % des foyers qui gagnent moins de 1 200 € par mois ont du mal à payer leur loyer et les charges, un taux bien supérieur à la moyenne des Français interrogés (36 %). Les étudiants et plus largement la jeunesse figurent parmi les catégories les plus affectées par la hausse des prix. En France un quart de la population est touchée par la précarité, 18,46% de français vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le capital veut aller toujours plus loin dans l'exploitation des travailleurs c'est un besoin impérieux, lié à sa nature même. Le gouvernement et le patronat capitaliste invoque la crise pour renforcer l'exploitation et accélérer la course aux profits. Le capital sait qu'il peut compter sur le gouvernement pour appliquer sa feuille de route, pour tenter de faire passer le plus rapidement possible l'ensemble des réformes qui lui sont indispensables pour asseoir sa force dans la concurrence inter capitaliste. Les partis de la m, si la majorité présidentielle Renaissance, Horizon, MoDem, savent qu'ils peuvent trouver des alliances avec LR et le soutien déguisé du RN, M. Le Pen s'est régulièrement prononcé contre l'augmentation du Smic et des salaires qui mettrait en danger les entreprises, contre les « charges patronales », donnant des gages au capital elle propose d'annuler toutes les cotisations sociales jusqu'à trois Smic pour les entreprises qui augmenteraient les salaires. Pas de craintes non plus du côté du PS, du PCF, ou de LFI aucun de ces partis n'a pour objectif la lutte contre le capitalisme, si Mélenchon vocifère contre le capital, c'est à coup d'amendements qu'il se battra contre lui. Le « Projet de loi pour le Pouvoir d'Achat » a été significatif et préfigure ce que seront les séances de l'Assemblée Nationale un jeu de dupes.

4. Ce que confirment les séances de rentrée portant sur des points cruciaux :

* *Réforme de l'assurance chômage* : adoptée en première lecture par l'Assemblée le 11 octobre avec l'appui de LR, Modem, Horizon et sans doute par M. Le Pen qui demandait : que le refus par un salarié de s'engager dans un CDI à la fin d'un CDD soit sanctionné comme une démission et le cas échéant par la privation des allocations. La réforme vise à constituer une main d'œuvre précaire corvéable et taillable à merci, cette réforme force les chômeurs à accepter n'importe quel travail sous payé.

* *Le projet de loi de finances 2023 (PLF)*

L'examen du projet de loi de finances a commencé par la partie *recettes* de 38 milliards. Le Maire table *sur des effets immédiats des réformes programmés par Macron : revenu de solidarité active (RSA), retraites, l'assurance-chômage, apprentissage, sur l'impôt* sur les sociétés qui passerait de 40,2 milliards d'euros à 55,2 milliards, malgré la baisse du taux d'IS et la suppression progressive de la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) avec 4 milliards d'euros en 2023 et 4 milliards d'euros en moins en 2024. L'impôt sur le revenu sont également en hausse, passant de 82,4 milliards d'euros à 86,9 milliards d'euros. Prévisions de croissance extrêmement optimistes, taclées par le haut conseil des finances Publiques.

Le vote du projet de loi de finances a débuté par le rejet du premier article et a continué par ce que Le Maire considère comme une attaque des symboles du macronisme : l'adoption d'un amendement proposé par Bayrou sur la taxation *temporaire* des superdividendes et le rétablissement de l'exit tax (*impôt concernant, les contribuables ayant transféré leur domicile fiscal hors de France*) proposé par LR, deux amendements votés par La NUPES et le RN...

Bruno Le Maire en s'opposant aux deux amendements joue le rôle qui lui est imparti au sein du gouvernement : gérer l'économie de la France au mieux des intérêts du capital en veillant à gonfler les profits des entreprises capitalistes et non à l'amputer même de 200 millions.

A partir de là le recours au 49-3 s'imposait. Outil créé en 1958 par Debré et qui servi 87 fois depuis. Ce que révèle cet épisode c'est que, sans surprise Macron utilisera tout ce qui est possible pour imposer la politique pour laquelle il a été élu et ce n'est pas une motion de censure de la NUPES ou du RN qui l'arrêtera, que d'autre part les partis qui ont votés ces amendements ne sont pas là pour lutter contre le capital, des profits ça ne se taxe pas ça se prend

L'examen de la seconde partie du budget, consacrée aux *dépenses*, a commencé aujourd'hui à la commission des Finances et sera débattue à l'Assemblée nationale à partir du 27 octobre prochain.

** Le projet de loi de financement de la sécurité sociale) la sécurité sociale (PLFSS)*

Il est bien évidemment question du déficit de la sécurité sociale de 17,8 Md€ pour 2022 et de 6,8 Md€ en 2023.

Le budget ne prévoit pas d'économies sur l'hôpital, mais des **économies d'1,1 milliard d'euros sur le remboursement des médicaments**, de 250 millions sur les laboratoires d'analyses médicales, 150 millions sur l'imagerie médicale, et enfin de 150 millions d'euros sur les compléments santé sont prévues ces économies organisent la casse du système de santé, des hôpitaux pour les livrer au privé. Le PLFSS prévoit la création de 3000 postes d'infirmières, d'aides-soignants dans les Ehpad, C'est 100 000 qu'il en faudrait. Pour la troisième année consécutive, les formations d'infirmier sont les plus demandées sur Parcoursup. 10% des jeunes inscrits ont fait le vœu cette année d'intégrer l'un des 330 instituts de formation aux soins infirmiers via la plateforme d'orientation vers les études supérieures. L'année dernière, seulement 1 candidat sur 20 avait pu décrocher une place....

Cet examen s'est terminé comme le précédent, l'exécutif a décidé de recourir en début de soirée à l'article 49.3 le pour faire adopter.

La NUPES et le RN font la course à l'échalote pour savoir qui déposera sa Motion de Censure le premier...

Le Parti Révolutionnaire Communistes et le seul parti qui affirme que rien ne tous unis se passera au sein de l'hémicycle, ni par le « dialogue sociale »

Cher à la CFDT, à FO, et à tous les syndicats réformistes. C'est par la lutte économique, sociale convergente tous unis que le rapport de force contre le capital grandira et par l'incontournable lutte politique contre le capital jusqu'à l'abattre qu'on changera de société.

Il faut aller plus loin dans les luttes, frapper beaucoup plus fort, développer un mouvement plus large, plus puissant.

5. L'urgence est de préparer une lutte massive contre toutes les attaques antisociales du gouvernement de Macron.

La CGT appelle à deux nouvelles journées de mobilisation nationale et interprofessionnelle, les 27 octobre et 10 novembre pour une augmentation du smic, l'indexation de tous les salaires sur l'inflation, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires.

Il faut aller plus loin dans les luttes, frapper beaucoup plus fort, développer un mouvement plus large, plus puissant. L'urgence est de préparer une lutte massive contre toutes les attaques antisociales du gouvernement de Macron. Dans cette période la lutte de classe va se développer. Les moyens mis en œuvre par ceux qui veulent réduire la lutte de classe ou la détourner de son objectif ne manquent pas.

C'est seulement la lutte sans ambiguïté contre le capital, rejetant les fausses solutions d'où qu'elles viennent qui changera les choses. Tout ne dépend pas de nous, mais nous pouvons modifier beaucoup de choses si nous déployons encore plus notre activité.

De plus en plus de salariés, de jeunes s'interrogent, il y a une place pour nous. Nous l'avons constaté lors de nos campagnes des élections, nous le constatons aussi dans les luttes. Dans les entreprises, les universités, là où nous militons, nombreux sont ceux qui suivent notre activité avec intérêt, notre site est lu, rencontre un intérêt certain, beaucoup de choses se font, si nous développons nos initiatives nous aurons des résultats

Nous sommes présents dans les manifestations, où nos tracts sont appréciés pour leur contenu politique ; le soutien que nous apportons aux travailleurs en lutte nous fait reconnaître comme un Parti qui compte.

Notre journal n° 143 sera prêt au tout début du mois. Nous aurons un tract pour les manifestations prévues en fin octobre, début novembre

Je vous rappelle l'initiative "*La victoire du peuple algérien sur l'impérialisme français*", décidée par le comité national du 4 décembre 2021, qui aura lieu, **le samedi 3 décembre de 14h00 à 18h00** avec la participation d'historiens et de militants algériens et français. Nous enverrons une invitation aux CN et à nos amis et sympathisants

Comme nous vous l'avons annoncé à notre dernier CN, nous avons fait imprimer (l'impression est en cours) la brochure : « Guerre en Ukraine : une étape dans la montée vers un conflit plus large au sein du système impérialiste », pour mieux faire comprendre les raisons et les conséquences de la guerre en Ukraine.

Voilà camarades. Dans cette période de luttes, utilisons notre journal et nos tracts pour aller à la rencontre des travailleurs, organisons des réunions de cellules ouvertes aux sympathisants.